



## Cahiers d'études africaines

202-203 | 2011

Les sciences sociales au miroir du développement

---

### Freud, Claude. — *De la coopération française à la Banque mondiale*

Christian Comeliau

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14291>

ISSN : 1777-5353

#### Éditeur

Éditions de l'EHESS

#### Édition imprimée

Date de publication : 8 septembre 2011

Pagination : 717-719

ISBN : 978-2-7132-2298-6

ISSN : 0008-0055

#### Référence électronique

Christian Comeliau, « Freud, Claude. — *De la coopération française à la Banque mondiale* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 202-203 | 2011, mis en ligne le 10 octobre 2011, consulté le 03 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14291>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Cahiers d'Études africaines

---

# Freud, Claude. — *De la coopération française à la Banque mondiale*

Christian Comeliau

---

## RÉFÉRENCE

FREUD, Claude. — *De la coopération française à la Banque mondiale. Mémoires du développement*. Paris, Karthala, 2009, 256 p.

- 1 Claude Freud a consacré l'essentiel de sa carrière à la coopération au développement et à ses méthodes d'évaluation. Économiste rural, récemment attaché au CIRAD à Montpellier (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), il avait publié il y a plus de vingt ans — outre de nombreux articles — un ouvrage d'évaluation et de réflexion<sup>1</sup>. Il reprend et met à jour cette réflexion aujourd'hui, en y intégrant la période de montée de la mondialisation et d'influence considérable des institutions de Bretton Woods. Et s'il ajoute en sous-titre les termes ambitieux de «Mémoires du développement», c'est bien parce qu'il redoute la prédominance des «modes» dans les pratiques du développement, la focalisation des raisonnements successifs sur de courtes périodes et l'absence de référence, pourtant essentielle dans ce domaine, à la longue durée.
- 2 L'ouvrage est divisé en deux parties. La première est consacrée à un bilan de l'aide au développement. Elle décrit à la fois l'échec du développement et celui de la coopération, en distinguant deux contextes: celui du désengagement de la coopération française en Afrique, en dépit du maintien (contre vents et marées) de la zone franc; puis celui des ajustements structurels et des réformes de la Banque Mondiale, préconisant une orientation accrue vers les exportations, avec de nouveaux critères pour une refonte de l'aide. La seconde partie considère — à l'inverse des politiques de libéralisation — la détérioration des termes de l'échange comme la source principale du blocage du développement dans les pays d'Afrique: elle montre que la compétitivité des économies dépend de la productivité du travail plutôt que des relations monétaires et, à l'aide d'une

série d'études des cas, dégage les facteurs majeurs qui conditionnent cette compétitivité. Il conclut en proposant une stratégie axée sur le développement rural, mais dans le cadre d'une politique volontariste de stabilisation des prix des matières premières.

- 3 Ainsi structuré, l'ouvrage propose une réflexion manifestement très riche, à la fois sur le plan technique et sur celui de l'analyse des projets de développement dans des économies progressivement ouvertes à la mondialisation. Cette richesse justifierait de multiples commentaires, et peut-être aussi la discussion de certains points soumis à la controverse: il faut espérer que de nombreux spécialistes du développement, praticiens mais aussi théoriciens, viendront s'appuyer sur ces réflexions qui, sans se présenter comme indiscutables, s'appuient toujours sur une longue expérience. Mais il n'est guère possible de les aborder de façon approfondie dans un compte rendu inévitablement limité. Plutôt que d'exposer et de discuter ici de multiples arguments techniques, je voudrais formuler quelques critiques sur la présentation et surtout sur le fondement de l'approche proposée par l'ouvrage de Claude Freud, en essayant de revenir, à partir de l'argumentation de l'auteur lui-même, sur une réflexion générale sur le développement, sur la coopération et sur leur renouvellement indispensable dans le monde en changement rapide qui est le nôtre.
- 4 Remarques relatives à la «présentation des arguments», d'abord. Il est à peine besoin de souligner les qualités de clarté d'un auteur manifestement rompu à la pédagogie et au dialogue. On me permettra cependant de regretter trois défauts qui auraient pu être facilement évités. C'est d'abord un certain laxisme dans la référence géographique de l'ensemble considéré: il s'agit parfois de l'ensemble des «pays en développement» ou du Tiers Monde (avec des exemples situés en Asie ou en Amérique latine), mais le plus souvent de l'Afrique subsaharienne, et parfois même de la seule zone franc: cependant le lecteur se demande parfois à quel ensemble s'appliquent exactement certaines des observations formulées. Cette imprécision spatiale est par moment aggravée par une imprécision temporelle: les chapitres ont sans doute été rédigés à des périodes différentes, mais on ne sait pas toujours lesquelles; d'où une certaine confusion lorsque l'on évoque diverses politiques dans le même chapitre, toujours au temps présent, par exemple les débuts de l'ajustement structurel ou l'opportunité de dévaluer le franc CFA. On peut regretter aussi le recours un peu rapide à des formules à la mode — qui auraient mérité une discussion de fond, car si elles étaient précisées, ces notions pourraient être très utiles — comme les «biens publics mondiaux», le «co-développement», ou la désirabilité d'un «plan Marshall» en Afrique. En revanche, la notion de «prix», à laquelle est attribuée légitimement une grande importance dans le raisonnement, me paraît insuffisamment traitée dans sa signification économique, et donc dans les possibilités d'agir sur ces prix au nom de l'intérêt général. Qu'est-ce qu'un «juste prix», en effet, si l'on admet qu'un prix est essentiellement le résultat d'un rapport marchand d'offre et de demande? Si l'on veut agir sur ses conséquences, ne faut-il pas partir de la non-réalisation des hypothèses de la concurrence parfaite (en particulier de l'inégalité de pouvoir), et ne pas hésiter à introduire des «distorsions» volontaires dans le jeu du marché?
- 5 C'est cependant la notion de «développement» elle-même, telle qu'elle fonde la pensée de l'ouvrage, qui me semble pouvoir être approfondie en gardant la même ligne de raisonnement. Bien qu'il ne le dise pas explicitement, je pense que l'auteur serait d'accord pour admettre d'emblée que le développement ne peut désormais plus être compris, comme aux débuts de la coopération, en termes de «rattrapage» des pays riches par les pays pauvres. Mais les conséquences de ce changement de perspective ne me semblent

pas suffisamment dégagées dans l'ensemble de l'exposé. Elles portent d'abord sur le fait que le principal moteur du «développement» tel qu'il est aujourd'hui conçu et imposé par les acteurs mondiaux dominants — et en particulier, justement, par la Banque Mondiale — reste le dynamisme expansionniste du «système mondial» actuel lui-même, avec sa logique économiciste, productiviste, expansionniste et axée en priorité sur les mécanismes du marché. Si l'on ne tient pas compte de cette relation de pouvoir extraordinairement contraignante qui s'impose aux partenaires de ce système, on ne peut comprendre les impuissances des stratégies des pays pour maîtriser leur propre développement: celles-ci sont condamnées à l'échec, pas seulement pour des raisons de mauvaise gouvernance (comme dirait la Banque), mais pas seulement non plus pour des raisons de détérioration des termes de l'échange, qui ne sont qu'une conséquence parmi d'autres de ce rapport de pouvoir au sein du système mondial et de sa «logique» de rattrapage et d'accumulation indéfinie de la richesse marchande.

- 6 Si l'on veut véritablement surmonter les «blocages de développement» que dénonce très justement Claude Freud, et plus profondément cette absence angoissante de maîtrise que devraient exercer les peuples sur leur propre destin, il me semble qu'il faut dépasser largement l'analyse économique habituelle et aller beaucoup plus loin dans le renouvellement des conceptions et des politiques. Je voudrais évoquer ce qui me paraît constituer la condition préalable d'un tel renouvellement, et surtout m'interroger sur son contenu.
- 7 La condition préalable, c'est une transformation profonde des règles institutionnelles de ce système mondial, telles qu'elles sont aujourd'hui imposées par les organisations internationales, mais aussi par les acteurs dominants comme les grandes et moyennes puissances politiques et les grandes firmes transnationales. Je pense en particulier à l'absence d'autonomie des pays face à des règles comme celles du libre échange des marchandises et des capitaux, celle de la prédominance absolue de la compétitivité dans la recherche du profit financier, y compris dans la spéculation, celle enfin — puissamment relayée par l'idéologie et les intérêts des plus forts — de l'assimilation de la richesse à l'accumulation indéfinie de marchandises et de capitaux. Utopie? Ce n'est pas si sûr: les pays dits «émergents» continuent de s'appuyer sur la logique du système dominant, mais il n'est pas certain que cette logique n'en soit pas progressivement modifiée; et les pays les plus pauvres eux-mêmes sont parvenus (depuis Seattle) à désamorcer, et peut-être même à enrayer, certaines procédures de négociations internationales sur le commerce qui leur étaient excessivement défavorables. On est encore loin d'une solution satisfaisante, certes, mais l'horizon n'est pas complètement bouché.
- 8 Mais cette condition préalable ne prend elle-même son sens que si elle permet un élargissement des objectifs du développement lui-même: car après tout, c'est bien ce qui devrait être en jeu dans la recherche du «développement», si l'on donne enfin à ce terme la signification, non plus d'une expansion indéfinie et inégale du système mondial existant, mais celle d'une amélioration des conditions de bien-être et d'épanouissement de la collectivité humaine dans son ensemble. Cette amélioration ne résultera pas d'une accumulation aveugle de richesse par les privilégiés, et elle exige désormais une identification beaucoup plus précise — et surtout un choix collectif raisonné — des composantes de cet épanouissement. Elles commencent avec la satisfaction des besoins essentiels que chaque collectivité devrait avoir le droit de choisir et de mettre en priorité de manière autonome; elles se poursuivent bien sûr avec un accroissement du revenu par habitant, mais on sait désormais que celui-ci ne peut plus être considéré comme un

objectif unique, et qu'il doit être mis en rapport avec les exigences de la justice sociale, de la paix, du respect des écosystèmes, de l'autonomie des collectivités, des attitudes jugées souhaitables à l'égard du travail, du respect de certaines traditions culturelles, et ainsi de suite. C'est exactement dans cette ligne, d'ailleurs, que se situe l'exigence fortement soulignée par Claude Freud d'une autonomie accrue des paysans dans leurs initiatives: il a parfaitement raison de dire que cette autonomie a été presque entièrement sacrifiée dans l'organisation actuelle, mais les raisons en apparaissent beaucoup plus profondes et générales qu'on ne le reconnaît en termes d'analyse économique.

- 9 Je voudrais conclure ce commentaire — sans doute trop sommaire, si on le compare à la multiplicité des questions abordées dans cet ouvrage — sur cet exemple de l'initiative paysanne, parce qu'il illustre bien la critique positive que j'ai essayé de proposer sur le livre de Claude Freud: synthèse intelligente d'une expérience particulièrement riche de praticien de la coopération, il indique des pistes qui devraient être étudiées davantage et élargies, par des théoriciens (pas seulement des économistes) et par des responsables politiques du développement. Dans un contexte mondial difficile, ce livre offre des raisons d'espérer.

---

## NOTES

1. Claude FREUD, *Quelle coopération?*, Paris, Karthala, 1988.